

**REPONSE DE GrDF A LA CONSULTATION PUBLIQUE DU 12 AVRIL 2012**  
**sur les évolutions et les principes d'élaboration et de tarification des prestations**  
**annexes réalisées exclusivement par les gestionnaires de réseaux**  
**de distribution de gaz naturel**

**A. Contexte et objet de la consultation publique**

**Question 1 :**

*Quel est votre retour d'expérience sur les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*

GrDF a de bons retours terrain de la part de ses équipes concernant l'utilisation et la compréhension par les clients et les fournisseurs du catalogue dans sa version actuelle (au 1<sup>er</sup> janvier 2012). Cela est dû en particulier à une structure du catalogue organisée suivant le mode de relevé/facturation (client semestriel ou non semestriel) qui semble agréer à la fois les utilisateurs du catalogue à GrDF et les demandeurs de la prestation (clients finals, fournisseurs).

**B. Principes d'élaboration et de tarification des prestations annexes**

**Question 2 :**

*Etes-vous favorable au maintien du principe de la réfaction des prix des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*

GrDF est favorable de façon générale au maintien du principe de la réfaction des prix dans la mesure où le tarif d'acheminement permet de recouvrer ladite réfaction, ce qui permet une certaine continuité des prix des prestations.

En revanche, GrDF souhaite que les prix soient au niveau des coûts, s'agissant des prestations pour lesquelles le fournisseur a le choix entre utiliser une prestation du distributeur ou mettre en œuvre d'autres moyens car il y a alors un enjeu à donner un signal prix pertinent (cf. notamment les prestations de déplacements pour impayés).

**Question 3 :**

*Etes-vous favorable à une plus forte homogénéisation des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ? Que pensez-vous des orientations envisagées par la CRE en matière d'homogénéisation des catalogues de prestations ?*

Nous n'avons pas d'objection à formuler sur les orientations formulées par la CRE.

**Question 4 :**

*Que pensez-vous du périmètre des prestations essentielles considérées ? Est-il exhaustif ? Si non, quelles sont selon vous les prestations essentielles au bon fonctionnement du marché ?*

GrDF n'émet pas d'objection au périmètre des prestations essentielles au bon fonctionnement du marché défini par la CRE à savoir : Mise en service, Interventions pour impayés, Relève spéciale, Mise hors service et Changement de fournisseur.

**Question 5 :**

*Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des prestations essentielles, hors prestations de coupure pour impayés et de résiliation à l'initiative du fournisseur ?*

GrDF est favorable au principe général consistant à homogénéiser les prestations essentielles hors prestation de coupure pour impayé et de résiliation à l'initiative du fournisseur. GrDF s'interroge cependant sur les modalités de mise en œuvre : cible en termes de définition de chaque prestation et en termes de première échéance (fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2012).

**Question 6 :**

*Etes-vous favorable à l'orientation envisagée par la CRE concernant l'alignement du prix de la prestation de coupure pour impayés en gaz sur celui de la prestation en électricité et le maintien de la gratuité de la prestation de résiliation à l'initiative du fournisseur ?*

GrDF réaffirme le point de vue développé en audition devant le Collège de la CRE le 12 avril 2012.

En outre, GrDF regrette la position de la CRE soumise à la consultation publique.

Il nous semble en effet que la CRE avait proposé en GT1 de revoir le dispositif de traitement des impayés en y incluant notamment une résiliation à l'initiative du fournisseur payante, à condition qu'aucune procédure pour impayés n'ait été initiée sur une période antérieure de trois mois.

Et enfin, la CRE a mentionné dans sa délibération du 22 mars 2012 qu'elle étudierait la possibilité de « rendre la résiliation à l'initiative du fournisseur payante sauf pour les cas de demande préalable de « déplacement pour impayés », de point de livraison (PDL) ou de point de comptage et d'estimation (PCE) sans client, et de demande de fournisseur en cours ».

Si l'harmonisation du prix des DPI entre les énergies est une démarche cohérente, le maintien de la gratuité de la RIF est sans justification possible.

**Question 7 :**

*Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des autres prestations des GRD de gaz naturel, à l'exception des prestations spécifiques des GRD ?*

GrDF est favorable aux orientations données par la CRE.

**Question 8 :**

*Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant l'homogénéisation des formules d'indexation et des dates d'évolution annuelles des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*

GrDF ne voit pas d'inconvénient à ce que la CRE homogénéise les formules d'indexation et la date d'évolution annuelle des prix des catalogues des autres GRD Gaz sur la base des formules et de la date de mise à jour (1<sup>er</sup> juillet) en vigueur pour GrDF.

**Question 9 :**

*Que pensez-vous du traitement envisagé par la CRE concernant les catalogues de prestations des nouvelles concessions de gaz naturel ?*

GrDF est d'accord avec la logique des règles énoncées par la CRE pour les catalogues de prestations des nouvelles concessions de gaz naturel.

**Question 10 :**

*Etes-vous favorable à la démarche progressive de mise en œuvre proposée par la CRE concernant les évolutions envisagées des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*

GrDF est favorable à la démarche progressive proposée par la CRE concernant les évolutions envisagées des catalogues de prestations des GRD de gaz naturel mais s'interroge sur la cible fixée au 1<sup>er</sup> septembre 2012 comme première échéance.

### **C. Demandes des GRD d'évolution de leur catalogue de prestations et analyse de la CRE**

#### **Question 11 :**

*Etes-vous favorable à la création d'une prestation de relève à pied pour les clients dits « T3MM » ?*

GrDF est favorable à cette proposition de la CRE.

Bien évidemment, GrDF poursuivra sa démarche de concertation auprès des clients afin d'éviter toute mise en application brutale de cette prestation payante.

#### **Question 12 :**

*Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant la prestation de GrDF de rétablissement en urgence ?*

GrDF comprend le souci de la CRE de ne pas dégrader la qualité de service. Elle tient cependant à souligner le recours de plus en plus fréquent à cette prestation par les fournisseurs, dans des proportions qui ne sont pas celles anticipées à sa création en 2008.

Le volume de demandes hors heures ouvrables est nettement insuffisant pour envisager des moyens dédiés (environ 10 000 demandes par an soit en moyenne 2 demandes par semaine et par département). Mais ce volume conduit dans un nombre de cas de plus en plus significatif à faire intervenir des salariés d'astreinte en dérogation aux règles du code de travail, ce que les inspecteurs du travail dénoncent de plus en plus, la sécurité n'étant alors pas en jeu. C'est notamment le cas lorsqu'un salarié intervient après 21 heures pour un rétablissement en urgence et ne bénéficie plus alors d'un repos de 11 heures consécutives avant la reprise du travail le lendemain. Cette situation fait peser un risque pénal significatif sur les chefs d'unité dans l'hypothèse d'un accident du travail.

GrDF confirme donc sa demande de limiter les rétablissements en urgence à 21 heures et pour cela, de ne plus accepter de demande après 19 heures.

#### **Question 13 :**

*Etes-vous favorable à l'introduction dans le catalogue de prestations de GrDF d'une classification distinguant les prestations réalisées exclusivement par GrDF de celles pouvant être réalisées par GrDF et par d'autres prestataires ? Que pensez-vous du classement des prestations proposé par GrDF ?*

Nous sommes favorables à la proposition de la CRE.

### **AUTRES QUESTIONS**

#### **Question 14 :**

*Avez-vous toute autre remarque sur les catalogues de prestations des GRD de gaz naturel ?*

Comme discuté en GTG, GrDF souhaiterait que la CRE étudie la pertinence de l'introduction de l'option « appel sortant » pour les prestations de Déplacement Pour Impayés et Résiliation à l'Initiative du Fournisseur. Cette option permettrait d'une part de limiter les suspensions d'alimentation pour les clients et d'autre part de réduire le risque de violence et agression pour les opérateurs de GrDF.